



Ne laissons pas faire !

Le 10 octobre 2017, à l'appel de toutes les organisations syndicales, des milliers d'agent.e.s de la Fonction Publique, en Charente, faisaient grève et manifestaient. Nous n'avons pas été entendu.e.s.

C'est pourquoi, les organisations CFE/CGC, CFTC, CFDT, CGT, FO, FAFP, FSU, Solidaires, UNSA de Charente appellent à nouveau, les agent-es à se mobiliser massivement le 22 mars.

POUR :

- Une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat.
- L'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions ;
- Un nouveau plan de titularisation des contractuel.le.s, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le gouvernement ;
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- L'abrogation du jour de carence ;
- La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers
- La défense du statut général des fonctionnaires, et des statuts particuliers, qui permet déjà de répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire et qui garantit l'égalité entre les usagers.

La qualité des services publics à rendre aux usagers sur l'ensemble du territoire, la défense de l'intérêt général, nécessitent la création d'emplois qualifiés pérennes et de qualité, une plus grande reconnaissance du travail et des missions exercées par les agent-es, une amélioration significative de leurs salaires.

Pour les plus de 5 millions d'agents de la Fonction publique, après le report de PPCR et contrairement à ce qu'avait promis Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle, leur pouvoir d'achat continue de baisser.

Après la casse du Code du Travail par ordonnances, après la réduction du pouvoir d'achat des salariés & des retraités, après l'étranglement accéléré des hôpitaux publics, et avant les retraites et la Sécu, le Président de la République, le Premier Ministre portent un projet de casse de la Fonction Publique.

Personne n'est épargné.

Pour augmenter le pouvoir d'achat, Emmanuel Macron aurait pu augmenter le Smic, les minima sociaux ou imposer des négociations salariales dans les branches et dans la Fonction Publique, mais il a fait d'autres choix.

Urgence à s'interroger sur les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader et entraînent un véritable épuisement professionnel.

Si nous voulons être écoutés, entendus et voir nos revendications prises en compte, il n'y a pas d'autres solutions que de se mobiliser, toutes et tous ensemble

Dans ce contexte et parce que la Fonction Publique est notre bien commun, la journée du 22 mars est décisive.

TOUTES et TOUS en GRÈVE JEUDI 22 MARS ! Manifestation à ANGOULEME - 3 départs :

- **Fonction publique d'Etat : 10h30, cité administrative** (devant le commissariat, la poste, l'Education Nationale).
- **Fonction publique hospitalière : 10h30**, devant l'ARS rue du père Joseph Wresinski
- **Fonction publique territoriale : 10h30**, devant le Conseil départemental 31 bd Emile Roux

Convergence des 3 Fonctions publiques devant la mairie d'Angoulême

Les organisations se réuniront après le 22 mars pour discuter des suites.